

# ***Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau***

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

N° 04/15

### **Objet de la délibération : Instauration du Compte Epargne Temps**

L'an deux mille quinze  
et le 10 Février  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de M. Louis MICHEL,

#### **Étaient présents :**

##### **➤ Membres à voix délibérative :**

M. Alain ARAGNEAU, Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOgnANO,  
Mme Marylène BONFILLON, M. Pierre CHOUZY, Mme Aline CIANFARANI, Mme Monique CISELLO,  
M. Alain DERVIEUX, Mme Magali DEVEZE, M. Gilbert FERRARI, Mme Thérèse-Annie FRANCOIS,  
M. Gérard GUILLEMONT, M. Jean GUILLON, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Louis MICHEL,  
M. Wilfried ROUBAUD, M. Marcel TRAVERSA.

##### **➤ Membres à voix consultative :**

Monsieur Xavier DUFOUR

##### **➤ Procurations :**

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Louis MICHEL  
Procuration de M. André MANELLI à Mme Mireille HENRY  
Procuration de M. Olivier MICHEL à M. Alain DERVIEUX

Membres à voix délibérative en exercice : 31

Membres à voix délibérative présents : 19

Procuration : 3

Membres à voix délibérative (présents + procurations) : 22

**Secrétaire de séance :** Madame Marylène BONFILLON

**Rapporteur :** Monsieur Louis MICHEL

Le compte épargne temps permet de capitaliser des jours de congés non pris puis de les solder ultérieurement de manière continue ou fractionnée. Il s'agit là d'une nouvelle modalité d'aménagement du temps de travail.

Ce droit est ouvert aux agents titulaires et non titulaires de la fonction publique territoriale qui sont employés de manière continue et ont accompli au moins une année de service. Les agents nommés dans des emplois permanents à temps non complet en bénéficient également dans les mêmes conditions.

Les fonctionnaires stagiaires et les agents titulaires et non titulaires relevant des régimes d'obligations de service mentionnés à l'article 7 du décret n° 2001-63 du 12 juillet 2001, c'est-à-dire ceux exerçant des fonctions

d'enseignement artistique, les agents non titulaires recrutés pour une durée inférieure à une année, les bénéficiaires d'un contrat de droit privé (contrat unique d'insertion, contrat d'apprentissage) ne peuvent en revanche pas bénéficier de ce dispositif.

L'autorité territoriale est tenue d'ouvrir un compte épargne-temps au profit du demandeur dès lors qu'il remplit les conditions énoncées ci dessus et qu'il en fait la demande, ainsi que de l'informer annuellement des droits épargnés et consommés.

Le compte épargne-temps :

- peut être alimenté dans la limite maximale d'un plafond de soixante jours ;
- est approvisionné par le report de congés annuels sans que le nombre de ces derniers pris dans l'année puisse être inférieur à vingt, et sur autorisation de l'organe délibérant de la collectivité au report d'une partie des jours de repos compensateurs ;

L'organe délibérant de la collectivité, après consultation du comité technique paritaire, doit déterminer dans le respect de l'intérêt du service, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent.

### LE COMITE

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 27 janvier 2015

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

**APPROUVE** l'instauration du Compte Epargne Temps avec les modalités de fonctionnement suivantes:

- ouverture du CET sur demande expresse de l'agent,
- nature des jours épargnés : jours de congés annuels (sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt),
- mise en place d'un délai à respecter pour formuler la demande annuelle d'alimentation du compte épargne-temps : fixé au 15/12,
- maintien des jours épargnés au CET à la fin de l'année civile plafonné à 60 jours maximum,
- condition de liquidation des jours épargnés au CET à la fin de l'année civile : sous forme de congés uniquement (aucune indemnisation possible),

**AUTORISE** le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Louis MICHEL**

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.